

Recherches sociographiques



Gérald BERNIER et Daniel SALÉE, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec au XIXe siècle*

Richard Larue

Volume 38, numéro 1, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057100ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057100ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larue, R. (1997). Compte rendu de [Gérald BERNIER et Daniel SALÉE, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec au XIXe siècle*]. *Recherches sociographiques*, 38(1), 150–153.
<https://doi.org/10.7202/057100ar>

gique, en l'occurrence la sidérurgie au charbon de bois, et l'absence d'innovation technologique? Cela, il le montre bien, n'était pas le cas dans l'industrie québécoise.

Le compte rendu détaillé de l'évolution des entreprises que nous fait Hardy nous laisse une image confuse trop près des personnalités. Les nombreux entrepreneurs qui ont contribué à l'histoire de cette industrie ont généralement été des Anglo-Écossais mais les Canadiens français ont joué à l'occasion un rôle déterminant. J'aurais aimé qu'il trace un portrait d'ensemble de leurs caractéristiques. De plus, le fait que les grands entrepreneurs de la sidérurgie secondaire s'emparent peu à peu des hauts fourneaux québécois n'est pas mis en perspective, et on ne sait que peu de choses sur les employés.

Le dernier chapitre ne satisfait qu'à moitié mes attentes quant aux formes organisationnelles, à la structure de l'emploi et à la qualification des travailleurs. Une présentation plus systématique eût été appréciée. C'est toutefois le chapitre où l'auteur pousse le plus loin son analyse, montrant les liens entre l'évolution de la structure d'emploi des entreprises et l'humanisation de l'espace. On voit bien comment les dimensions socioculturelles et politiques se combinent à des aspects techniques pour déterminer l'organisation du travail d'une entreprise. La professionnalisation de l'industrie et son contrôle des matières premières dans le premier quart du siècle l'isolent peu à peu des populations agricoles dont elle empêche l'expansion. Or, au siècle dernier, l'idéologie de la colonisation passait essentiellement par un processus d'occupation et d'exploitation de terres agricoles. D'une part, les pressions politiques des élites locales font que l'État met fin à l'octroi de concessions forestières aux entreprises sidérurgiques, ce qui était la base de la professionnalisation et de la constitution de villes industrielles. D'autre part, la déqualification des emplois, que l'auteur attribue aux seuls changements technologiques, permet l'utilisation de la main-d'œuvre locale, ce qui fait de la cueillette du minerai ou de l'approvisionnement en bois un autre métier saisonnier pour le cultivateur. Sans soutien actif des élites ni support culturel, l'industrie sidérurgique du siècle dernier comme les villages industriels qui les entourent ne laisseront guère de trace à l'image d'autres aventures industrielles de la même époque.

André TREMBLAY

*Département de sociologie,
Université d'Ottawa.*

Gérald BERNIER et Daniel SALÉE, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 1994, 265 p.

Ceux et celles parmi nous qui travaillent à analyser et à comprendre la société bascanadienne sont déjà au courant de l'entreprise d'explication menée par Gérald Bernier et Daniel Salée. Que ce soit par la critique de Salée de l'hégémonie de la vision culturaliste dans l'historiographie québécoise, par les écrits de Bernier sur les classes sociales au Bas-Canada ou encore par les travaux conjoints des deux auteurs sur les stratégies d'appropriation foncière des marchands canadiens au milieu du XIX^e siècle, on avait déjà une bonne idée de l'orientation que ces deux politologues veulent imprimer à l'analyse historique de la société

canadienne du XIX^e siècle. Bref, nous savons déjà qu'à la perspective traditionnelle et nationaliste développée (sans grand effort si l'on en croit leur évaluation) par les historiens québécois et canadiens, ils veulent substituer une perspective « sociale, matérielle » et plus globale. Voilà finalement traduit, et de belle façon semble-t-il puisque Hervé JUSTE a mérité pour son travail le prix du gouverneur général, leur essai originalement paru en 1992 sous le titre *The shaping of Québec's Politics and Society*¹.

La problématique de l'ouvrage se définit dans le contexte d'une double discussion. D'abord les auteurs poursuivent leur polémique avec une historiographie traditionnelle, dont le défaut n'est pas tant d'être nationaliste que d'avoir une visée étroitement politique qui retient la question nationale comme facteur principal d'explication de la société bas-canadienne et de sa crise. Ensuite, ils tentent de se situer dans le cadre du débat, quelque peu délaissé par les historiens contemporains faut-il le dire, sur la transition du féodalisme au capitalisme. Ce sont là les deux lignes de force qui structurent l'ouvrage. Dans cette optique, les auteurs veulent démontrer que la société bas-canadienne se laisse beaucoup mieux appréhender par le biais de la transition au capitalisme que par la question nationale.

Les auteurs commencent par définir leur conception de la transition, dans un premier chapitre théorique. Aux approches traditionnelles qui définissent la transition comme l'opposition entre les sphères de la circulation et celles de la production (voir le fameux débat DOBBSWEEZY et les travaux de BRENNER) ou encore sur l'opposition entre des structures sociales et l'action, Bernier et Salée substituent ce qu'ils appellent une ontologie relationnelle. Ainsi, la question centrale dans l'analyse de la transition n'est pas celle des formes matérielles de la production, mais plutôt la nature des rapports sociaux. À une conception économiste, totalement centrée sur le développement de l'industrialisation ou de la production pour le marché, on substitue une approche qui prend aussi en compte les formes de la domination politique et de la persuasion idéologique. Partant de là, les auteurs organisent leur description de la transition en deux chapitres : « Entre le marché et l'industrie, un profil social du "capitalisme" au Bas-Canada » et « Les théories et pratiques de la domination ».

Pour ce qui est du développement du capitalisme dans la société bas-canadienne, la démonstration a le mérite d'être claire : « ... l'existence indéniable d'importants changements économiques, habituellement associés au développement de l'industrie et à l'essor du capitalisme, ne suffit pas à altérer la structure et la logique des rapports sociaux au cours de cette époque. Jusqu'en 1840, les pratiques économiques dominantes continuèrent de soutenir le système social de l'Ancien Régime. » (p. 68.) Ainsi, le système colonial provoque l'essor de la bourgeoisie marchande comme classe hégémonique dans la société bas-canadienne. Or, cette classe va imposer un style de développement entièrement centré sur la perpétuation et le développement des caractéristiques de l'ancienne société, que ce soit dans l'investissement, où domine l'acquisition de terres à des fins spéculatives ou dans l'exploitation agricole qui verra la consolidation et le renforcement des normes et pratiques de l'Ancien Régime, aussi bien dans la zone seigneuriale que dans les zones concédées en franc et commun soccage, où les grands propriétaires fonciers avaient tendance à maintenir les formes traditionnelles de soumission économique. Ce qui témoigne toutefois, selon les auteurs, de la dominance ou non d'un mode de production est surtout le fait que la conception du monde sur laquelle

1. *The Shaping of Québec's Politics and Society: Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century*, Washington, Taylor and Francis, 1992.

il prend appui s'impose comme référence idéologique à l'ensemble de la société. La philosophie sociale du capitalisme, dont on doit supposer ici qu'elle correspond au libéralisme classique, doit devenir le principe directeur de la société et le critère d'organisation des pratiques de la domination étatique pour que l'on puisse caractériser la société bas-canadienne comme dominée par le capitalisme. Pour les auteurs, l'État colonial repose sur les bases idéologiques de la philosophie sociale de l'élite, cette philosophie étant essentiellement fondée sur la religion, « métaphore de toute réalité » et définition sociale du pouvoir, que ce soit dans le catholicisme conservateur de LAMENNAIS, de BONALD ou MAISTRE ou dans la théologie naturelle protestante. Ces deux philosophies auraient en commun de mettre la soumission à l'autorité au centre de la vie sociale. « La nature du discours social au Bas-Canada était dans la lignée des fondements socio-économiques féodaux et précapitalistes de la société. Un discours plus libéral n'aurait pas insisté à ce point sur l'aspect paternaliste et organique de la structure sociale (p. 133). De ce point de vue les auteurs, après avoir dûment dénoncé la faiblesse et les lacunes de l'historiographie sur l'État bas-canadien (ce dont on doit convenir), s'attaquent principalement à établir deux choses. La première concerne le lien direct qui existait entre la possession foncière et l'exercice du pouvoir d'État. Ainsi, passe-t-on en revue la liste des conseillers et des juges, pour montrer qu'il s'agit principalement de propriétaires fonciers. Le « désir d'asseoir toute forme de pouvoir sur la propriété foncière serait un trait typique de l'État et de l'autorité précapitalistes » (p. 150). Dans un deuxième temps, les auteurs montrent de manière convaincante que l'extrême centralisation du pouvoir administratif dans la colonie et l'absence d'institutions locales servaient au renfort de l'autorité sociale des propriétaires fonciers et marchands. Cela leur permet de présenter une interprétation originale des querelles opposant les Patriotes et le clergé à propos des institutions locales, notamment des paroisses. Dans cette optique, le système judiciaire est présenté comme un appareil visant à relayer les intérêts des propriétaires fonciers et marchands. L'enjeu des luttes portant sur le système judiciaire serait donc fondamentalement celui de la protection des intérêts de cette classe, et n'aurait qu'un aspect national marginal. On peut, et on doit reprocher aux auteurs de ne pas discuter la thèse d'E. KOLISH, qu'ils ont incluse dans leur bibliographie, et qui démontre précisément l'inverse de la leur, à savoir que les conflits portant sur le système judiciaire au chapitre du droit civil ont distinctement un aspect national et un aspect social. Pour ce qui est de la question nationale, on l'aborde principalement dans le cadre de l'analyse des rébellions. Encore ici, la thèse se fait tranchante : les rébellions et l'ensemble de l'action politique et du discours des Patriotes ne relèvent pas de la question nationale, mais plutôt de la contestation sociale. Sont ainsi analysés, la pratique politique et le discours économique des Patriotes, de manière à établir leur caractère de contestation sociale. Du même souffle, les auteurs interprètent ce qui est la persistance de l'Ancien Régime ou encore la disparition à leur propre rythme des formes sociales de l'Ancien Régime sous le capitalisme comme le résultat de l'échec des rébellions.

Le moindre des mérites de cet ouvrage n'est certes pas de soumettre à la discussion autre chose que l'exploitation plus ou moins pointilleuse d'un ensemble de documents dont l'assemblage serait indiscutable. Manifestement, les auteurs entendent surtout proposer une interprétation plutôt qu'une description ou une explication de la période. C'est pourquoi, malgré mon accord général avec la démarche des auteurs et au-delà de quelques divergences quant au sens donné à certains éléments de leur démonstration², j'aimerais faire porter le débat sur

2. Leur interprétation du système judiciaire, par exemple, me semble tout à fait déficiente. De même il me semble que les 92 Résolutions peuvent aussi être interprétées différemment.

ce qui me semble caractériser la démarche d'ensemble, à savoir la volonté de ne pas faire une analyse étroitement politique. Malheureusement, avec une approche qui présente le social comme la dimension la plus globale, la plus fondamentale de l'explication, on risque de manquer les phénomènes proprement politiques qui caractérisent la période. Ainsi, l'argument qui fait de la religion le pôle central de la vision du monde sur laquelle repose la persuasion idéologique manque de poids. En deux mots, il me semble que les auteurs *visent trop haut* lorsqu'ils identifient la religion comme le lieu d'articulation de l'idéologie dominante. Non pas que ceux dont on présente la pensée n'aient eu aucune influence sur la société canadienne de l'époque³, mais reporter sur la religion la responsabilité de rendre compte de l'idéologie dominante fait manquer des lieux d'articulation des discours aux pratiques qui sont plus près de la dimension spécifiquement politique. L'espace discursif que se partagent et se disputent *tous* les acteurs politiques de l'époque est celui de l'allégeance et de la loyauté, et il ne se pose pas exclusivement dans les termes religieux. Bien entendu, la religion en est un élément important, mais elle n'est pas le mode exclusif sur lequel on problématise l'obligation politique au Bas-Canada. Le passage de la stratégie réformiste à la pratique révolutionnaire se pense et s'expose exclusivement au moyen des catégories de l'allégeance, de la même manière que la loyauté, bien qu'articulée étroitement au discours religieux, est une catégorie pleinement politique. Ici, c'est le cadrage qui fait problème: à mon avis, c'est avoir une vision particulièrement abstraite et indéterminée de la société féodale, même dans sa variante absolutiste, que d'y ramener directement et de manière univoque l'obéissance au religieux. Autant il y a un développement du féodalisme dans la transition, autant il y a un univers politique féodal dont on commence à reconnaître de plus en plus la richesse et la diversité et qui ne se réduit pas au religieux.

L'autre difficulté que présente cet ouvrage réside dans son approche de la question nationale. Ce n'est pas tant leur critique de l'historiographie nationaliste (qui pourrait disconvenir de ce que la question nationale ne suffit pas à rendre compte de la totalité du phénomène des rébellions?) que la manière dont les auteurs justifient leur choix. Ainsi, lorsqu'ils parlent de l'historiographie nationaliste, ils visent en réalité l'historiographie qui prétend que la lutte ethnique entre Canadiens et Britanniques explique les rébellions et la crise politique au Bas-Canada, tandis que la lutte de libération nationale aurait, elle, un aspect directement social. Dès lors, il suffit de faire état de la présence de quelque anglophones chez les Patriotes pour disposer de cette thèse. Or, il me semble que cette présence minoritaire mais significative des anglophones parmi les Patriotes démontre l'inanité d'une interprétation raciste des rébellions. La confusion entre le racisme ou l'ethnocentrisme et le nationalisme peut sans doute faire les belles heures de l'école révisionniste montréalaise, mais elle ne fait absolument pas progresser l'analyse politique du Bas-Canada. Heureusement, la contribution de Bernier et Salée ne se réduit pas à cette seule dimension.

Richard LARUE

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.*

3. Mais quand même, le type de discours que tiennent Bernier et Salée sur l'histoire sociale fait que l'on s'attend d'eux à ce qu'ils produisent au moins une certaine forme d'analyse de l'étendue de l'influence des auteurs considérés.